

Le Quotidien du Peuple

Quotidien marxiste-léniniste

JEUDI 27 MARS 1980 — No 60 (Nouvelle série)

Commission paritaire N° 56 942

Tél. 205.51.10

2F

NOUVELLE JOURNÉE DE MANIFESTATIONS PAYSANNES

- Six à sept mille agriculteurs des pays de la Communauté Economique Européenne devant le Parlement de Strasbourg
- Barrages et manifestations dans d'autres régions de France



Au moment où s'ouvrait à Strasbourg la réunion de l'Assemblée européenne sur les problèmes agricoles, des milliers d'agriculteurs étaient venus par cars d'Allemagne, de Belgique, du Luxembourg, d'Italie et du Danemark, pour défendre leurs revendications. Ils étaient également venus de différentes régions de France. Vers 14 h, le cortège s'est ébranlé tracteurs en tête, un par pays de la CEE.

Des barrages ont été établis et des manifestations ont eu lieu dans différentes régions, sur le même thème : essentiellement la défense de leur pouvoir d'achat.

Communauté européenne : vers la crise au sommet

Lire page 4

Les fonctionnaires manifestent à Paris

C'est notamment pour le maintien du pouvoir d'achat, le relèvement des salaires minima, que les fonctionnaires CGT étaient mardi dans les rues de Paris. Bien que la confédération CFDT n'ait pas appelé à cette manifestation, de nombreuses fédérations CFDT s'étaient jointes au cortège de 20 000 à 30 000 personnes. Des grèves ont eu lieu nationalement aux PTT et dans la santé. Ce mercredi, c'est le tour des gaziers et électriciens.

Plaintes patronales contre des syndicalistes

Les patrons des sociétés AST et Permal, dans l'Est de la France, ont porté plainte contre des militants de la CFDT. C'est une nouvelle grave atteinte au droit de grève puisque ces beaux messieurs réclament des dommages et intérêts pour faits de grève « illégaux ». En fait, les travailleurs avaient refusé de quitter l'usine qu'ils occupaient comme l'auraient voulu les tribunaux.

Colère des Palestiniens de Hebron contre Begin

Lire page 6

Argentine : 4 ans de dictature, 4 ans de résistance

Lire page 6

Salvador : l'archevêque Romero assassiné par les fascistes



L'archevêque salvadorien Oscar Romero, était connu de son peuple et était même très populaire chez les dépossédés, les « sans-voix ».

Il avait pris fait et cause pour le combat de son peuple, pour les pauvres et contre la dictature. En tant que croyant il prônait la non-violence, comme Martin Luther King aux États-Unis. Comme lui, il a été abattu par un commando fasciste. Il avait condamné les ingérences des États-Unis dans son pays. Il était aux côtés des forces populaires pour la liberté et l'indépendance.

Dans les griffes du lion (suite)

Interview du secrétaire (CGT) du CE de Peugeot Sochaux

Réalisée par Claire MASSON

Nous avons rencontré le secrétaire CGT du CE de Peugeot à Sochaux, pour un long témoignage sur le système Peugeot. Pour la direction de Peugeot, il y a d'un côté les hommes à abattre, les militants de la CGT et de la CFDT ou leurs sympathisants, et de l'autre, les « bons ouvriers » qui sont à FO, à la CFTC ou encore à la CFT, qui reçoivent des points pour leurs « bons services ». Il y a aussi les « marginaux » ceux qu'elle sait n'être ni à la CGT ni à la CFDT, dont récupérables, mais qui refusent obstinément de s'inté-

grer. Ceux-là sont la cible.

La carte de la direction depuis 1968, c'est bien la CFT, mais pas seule à Sochaux. Peugeot occupe le terrain par le biais des quatre syndicats, CFT, CFTC, FO et CGC ; mais aussi par la maîtrise, qui recrute, qui discute, qui met en confiance, et par une organisation du travail très au point : la division organisée à son plus haut niveau. Une division qui laisse la CGT et la CFDT sans défense et sans re-

reste après, ou bien on fait des efforts.

Par exemple, l'an dernier, aux élections du CE : la CGT pensait perdre le siège mensuel. Pour assurer celui de la CFDT, on leur a proposé de se retirer et qu'ils nous accordent le siège suppléant. Ils ont refusé. Mais nous, on a pensé qu'ils n'arriveraient pas tout seuls et on n'a présenté personne. Heureusement, car on aurait perdu le siège et je ne serais pas là, à vous parler aujourd'hui...

C'est pour vous montrer quand même qu'il y a des difficultés. En fait, ça vient du problème politique des élections de 1978. Ça n'a pas été favorable. Et c'est vrai que si vous pensez qu'on n'arrivera que par des changements politiques profonds

► Pour ce travail, est-ce qu'il n'y a pas aussi des méthodes d'organisation du travail ? Par exemple, le travail plus individuel ?

Ah... Il y a tout un cheminement là aussi... Il y a les groupes de travail. Vous savez, le patronat, il sait très bien que le travailleur a besoin d'être considéré. Ça, dans n'importe quelle société, si on ne tient pas compte qu'un homme a besoin d'être considéré, on tapera toujours à côté, surtout en France avec notre passé.

Alors eux, ils arment dans ce sens depuis un certain temps : ils ont fait les groupes de travail. Je me souviens, les premiers remontent à sept ou huit ans. Ils appellent ça des GOP. Ils réunissent des travailleurs et ils leur demandent quelles revendications ils ont. Mais bien entendu, ils les bloquent dans un créneau très particulier : « On ne discute pas de politique, on discute de votre ambiance de travail ». Et à la limite, si on peut entendre jaser sur les autres...

Ce qui est habile, c'est qu'ils font parler les gens, et qu'ils ne s'en rendent pas compte. Je sais qu'il y a des gens qui ont dit, en revenant de là-bas, un mois après au moins : « Je crois que j'ai trop parlé là-haut ! ». Il y a une mise en confiance dans ces entretiens privés, qui fait que c'est bien votre chef que vous avez en face, mais c'est aussi un homme...

► A la limite, on peut même lui dire qu'il a eu tort à certain moment, et ça fait passer les critiques sur les autres ?

A la limite, oui, n'importe à les faire reconnaître qu'ils se sont trompés... Et les travailleurs, ils sont honnêtes, en général, ils ne pensent pas qu'on peut leur faire dire des choses, comme ça, si subtilement...

► Et sur l'organisation du travail lui-même ?

Là-dessus, la direction, elle a toute une théorie.

SAVANT MELANGE SUR LES CHAINES

Elle a commencé avec la venue des immigrés. J'avais l'impression que la direction avait une carte d'état major pour les placer sur les chaînes. Ça a commencé sur les chaînes parce que c'était là qu'il y avait les grèves. Donc, c'est là qu'elle les a placés ; mais tout à fait habilement. Elle sait par exemple, que chez les Yougoslaves, il y a des grandes difficultés entre régions. Un Slovaque avec un Croate, ce n'est pas de la tarte... Avec eux et les Marocains ou les Algériens, il y a d'autres problèmes, avec les Turcs d'autres

encore, avec les Portugais, d'autres... Alors, tout est habilement mélangé, et on vous met des Français habilement mélangés aussi... La maîtrise pareil. Ça c'était au début, ils jouaient avec les éléments qu'ils avaient à ce moment-là.

Et depuis, ils les ont combinés avec les modifications techniques qui arrivent. C'est-à-dire qu'à cette époque là, on sortait moins de bagnoles, et moins de types dans chaque genre. Je me rappelle par exemple, à l'époque, il m'arrivait d'aller voir un copain pendant des années sur la même chaîne. Trois quatre ans... Il y

je suis balayeur... « agent de maintenance », comme ils disent maintenant. Eh bien, ils voulaient me muter. Parce que ça fait quinze ans que je suis dans le secteur. J'ai obtenu le respect des copains autour de moi. Même ceux qui ne sont pas d'accord avec moi. Si on me mute, il faudra tout recommencer.

► Oui, on n'a pas envie de se battre, si on n'a pas des copains, en fait.

C'est sûr. Alors la direction, elle a saboté par ce moyen :

d'hui. C'est venu progressivement. Pensez que Peugeot est le premier patron qui a mis en pratique d'envoyer un journal à ses ouvriers. C'est le premier et ça vient de loin. Le *Courier des usines*, ça date de bien avant la guerre. Avant la guerre, Peugeot avait déjà senti la nécessité de dire : « Regardez ce que nous sommes, vous êtes dans une belle maison, on fait tout ce qu'on peut, on se déboulonne, on se décarcasse, on est sur le même bateau »... Ce n'est pas d'aujourd'hui !

Alors, c'est vrai que la période de forte augmentation de la de-

COTISATIONS PATRONALES

100 F PERÇUS = 160 F DEBOURSÉS PAR L'ENTREPRISE

Ce qu'Automobiles PEUGEOT débourse pour le salaire annuel d'un membre du personnel

Tous les mois, l'entreprise paie des cotisations pour chacun d'entre nous. Ces cotisations patronales sont calculées à partir du gain soumis de chaque salarié.

Salaire brut annuel (cotisations salariales non déduites)	42 251
Cotisations salariales	- 5 118
Total des versements au compte individuel au cours de l'année	37 133
Salaire annuel net imposable	36 324

Cotisations patronales annuelles versées pour vous : 16 983
Cotisations salariales annuelles versées en votre nom par AP : - 5 118
TOTAL des cotisations annuelles déboursées par AP : 22 101

Le salaire net est cotisé pour la sécurité sociale, votre sécurité. Dans la vie active et après la vie active.

59 234 F

Sécurité sociale - Maladie
Sécurité Sociale - Retraite
ASSEDIC
CIRVIC
URRPIMMEC
Sécurité sociale - Accidents du travail

CMAV - Allocations familiales - Taxe d'apprentissage - Participation construction - Aide au logement - Participation formation professionnelle - Taxe transports urbains
Part de l'employeur en pourcentage
Part du salarié en pourcentage

► Le cas salarié est régi, à la norme des salariés de l'industrie et à l'exception de la partie sur imposition de la prime de transport et de la partie relative des cotisations salariales.

• ASSEDIC : Association pour l'emploi dans l'industrie et le commerce
• CMAV : Caisse mutuelle d'assurances sur la vie
• CIRVIC : Caisse interprofessionnelle de retraite des salariés de l'industrie et du commerce des entreprises métallurgiques.

avait de l'amitié qui se faisait entre les gars ; ils arrivaient à se connaître. Au fond, dans les usines, avant, il y avait cette amitié, parce qu'on arrivait dans un atelier, et on y passait toute sa vie.

Tandis que maintenant, vous êtes un mois ici, au bas de la chaîne, le mois d'après, vous êtes un kilomètre plus haut, alors, c'est le diable pour retrouver des copains. Tout ça, parce que les productions se modifient, et les engagements sont très différents de mois en mois. Les charges de travail varient pour le mois, les postes sont modifiés...

Les gens tournent sans arrêt, plus de liens qui se forment, plus d'amitié qui se forme. Et le syndicalisme, moi, je dis, la base du syndicalisme, c'est l'amitié entre les hommes. S'il n'y a pas l'amitié, le syndicalisme, à la limite, c'est des gars qui ont un engagement politique de fond. Autrement, celui qui n'est pas préparé, il ne vient pas.

LE BESOIN DE L'AMITIE

Moi, vous savez, dans l'usine,

d'abord, les immigrés savamment mélangés, elle l'a encore agrandi en mélangeant tout le monde en permanence, elle l'a encore agrandi en introduisant des organisations syndicales, qui déboussolaient les copains comme on l'a vu...

► Et elle termine en tapant sur ceux qui relèvent la tête ?

Elle tape d'abord sur les plus faibles au début, ceux qui commencent. C'est sûr que si elle continue, il y a un vieillissement du mouvement syndical CGT-CFDT, et à partir de là, un jour où on ne sera plus qu'une poignée, quand elle sentira le moment opportun, elle peut provoquer des trucs comme ils savent si bien faire... Et elle porte ses coups. Même si elle a tort, elle s'en fout, du moment que le gars est licencié... après, elle peut payer !

► Comment expliquez-vous, syndicat CGT, cette particularité Peugeot ?

Ce n'est pas venu d'aujourd'hui.

mande automobile avec les grands changements techniques qui sont intervenus dans les années à partir de 1955-1960 a fait que le patronat, jusqu'en 1960, a tellement été obligé de s'occuper de ces modifications techniques importantes, qu'il pensait que toutes ces innovations techniques allaient montrer aux travailleurs la grandeur de l'entreprise... et il n'a pas pris garde que malgré tout, il y avait quelque chose qui se faisait qui a donné 1968... C'est le résultat d'une « imprévoyance » du patronat... Mais ils ont tiré les leçons et depuis, ils ont mis le paquet !

UNITE DIFFICILE

► Et puisque tous les deux CGT et CFDT, vous êtes dans le même mauvais sac, ça fait quel type de relations entre les deux syndicats ?

Ça nous oblige quand même à faire un effort les uns et les autres. Malgré qu'au plan national, rien ne le favorise ! Mais il faut, parce que ou bien on ne s'entend pas et demain Peugeot est le maître du CE et de tout le

et qu'actuellement, ils sont à perpète... il y a le danger de ne plus rien faire. Pourtant, c'est vrai. Il y a des possibilités, il y a quand même des possibilités syndicales, on l'a vu à l'Alsthom. Mais à Sochaux, comment ? C'est une autre question.

Je côtoie tous les jours des militants CFDT que je considère vraiment comme des bons garçons. Mais c'est vrai qu'il existe des difficultés politiques. Mais surtout, c'est la situation que Peugeot nous fait et qu'il essaie d'alimenter : alors, nous, on tombe dans le piège, ou des copains tombent dans le piège. Par exemple, en carrosserie, on a de bonnes relations avec les militants de base de la CFDT. On se décarcasse tous autant l'un que l'autre, chacun dans son secteur, mais c'est tellement vaste ! 1 000 travailleurs... la CFDT avait deux titulaires, et nous quatre... qu'est-ce que vous voulez faire ? La carrosserie elle fait un kilomètre cinq cent et il y a trois équipes... Pourtant, les travailleurs sont très attachés à l'unité.

Le Chah d'Iran resterait en Egypte

Le président égyptien Sadate a accueilli personnellement le tyran iranien, l'ex-chah, alors que pratiquement personne n'en voulait (si l'on excepte les racistes sud-africains ou les sionistes Israéliens). Il va encore plus loin dans la complaisance, sous couvert de «sentiments humanitaires», en disant que «le Chah est installé en Egypte à titre permanent».

Alors que le bourreau du peuple iranien allait peut-

être être extradé du Panama, des tractations à l'initiative de l'impérialisme américain lui ont permis de s'enfuir et trouver refuge dans un pays où l'isolement politique — après les tractations anti-palestiniennes des américano-sionistes-égyptiens — semble décidément s'ériger en ligne de conduite. C'est également une concession et se ranger encore plus du côté de l'impérialisme américain.

En Iran, plusieurs dizaines de milliers de personnes, ont manifesté mardi à Téhéran devant l'ambassade américaine. Ils entendaient ainsi protester contre la fuite du Chah : «Mort au Chah, mort à Carter».

Le président iranien Bani Sadr a, pour sa part, répété qu'il était pour un transfert des otages américains sous l'autorité du Conseil de la Révolution.

Solidarité avec Plogoff en Ile et Vilaine

Mercredi dernier, les communes de Bain-de-Bretagne, de Guipry et de Mesnac, en Ile-et-Vilaine se sont retrouvées «habillées» de nombreux slogans anti-nucléaires et de soutien à Plogoff. En effet, on pouvait lire sur plusieurs murs et bâtiments publics de ces localités ces mots d'ordre : «Plogoff vaincra»; «Ni capitalisme, ni nucléaire»; «Société nucléaire, société policière»; «Les CRS au mazout!».

De plus, un camion EDF qui stationnait sur la place de Bain et qui sillonne les communes d'Ile-et-Vilaine, fut badigeonné de ces mêmes slogans :

Voilà une riposte originale à la propagande «nomade» et pas du tout fortuite d'EDF, en faveur du tout électrique. Et donc, selon elle, du nucléaire en Bretagne; c'est toujours le même chantage qu'EDF essaye de faire avaler aux Bretons!

Enfin, les panneaux indicateurs du nom de la commune (Bain-de-Bretagne) furent recouverts (comme dans beaucoup d'autres cités en Bretagne) d'affichettes «Plogoff». Ces actions ont suscité bon nombre de réactions favorables à la lutte menée par les plogoffites, parmi la population Bainaise...

En Bretagne, c'est bien tout un pays qui réagit devant le danger nucléaire et qui d'un bloc soutient la juste lutte de Plogoff.

Plus que jamais, la vigilance demeure de rigueur et le soutien prêt à se manifester; alors que le pouvoir par la bouche fieleuse de Barre réaffirme son intention d'implanter la centrale sur le Cap Sizun, passant outre à l'opposition de la population et à l'échec de la soi-disant concertation démocratique qu'était censée représenter l'«enquête d'utilité publique».

Corresp. RENNES

Usinor-Dunkerque : pour que ça change vraiment (1)

26-27 mars : dire oui à l'unité et à la lutte

Cet article s'inscrit dans le cadre d'une demi-page attribuée à l'expression indépendante de chacun des deux partis publiant le Quotidien du Peuple et pouvant être utilisée chaque semaine.

Tous les sidérurgistes d'Usinor-Dunkerque, et particulièrement ceux du train à bandes, s'en souviennent : c'était il y a exactement un an. Vers une heure du matin, ce mercredi 17 mars 1979, une équipe du parc à brames débraillait sur le tas pour obtenir une révision des classifications équivalent à une augmentation de 5 % des salaires. C'était le point de départ d'une lutte importante qui allait rapidement se propager aux hauts-fourneaux qui réclamaient 300 F d'augmentation. Trois jours plus tard, la section CFDT de l'usine était «suspendue»...

Depuis lors, des changements notoires se sont produits à Usinor-Dunkerque. Devant la destruction de leur organisation syndicale par les tenants de la ligne de recentrage et de consensus, les militants de la CFDT ont décidé de poursuivre leur combat pour un syndicalisme de classe et de masse en rejoignant massivement la CGT. Les sidérurgistes de Dunkerque disposent actuellement d'une solide organisation syndicale qui s'est dotée lors de son récent congrès d'une bonne orientation de lutte au service des 11 000 travailleurs de l'usine. Faisant le point, Roger Lalouette, secrétaire de l'USUD-CGT, déclarait dans son éditorial du numéro 3 de *Sidérurgie 2000*, le journal de la CGT d'Usinor-Dunkerque : «Ce fut un congrès où l'on a parlé des vrais problèmes concernant tous les sidérurgistes d'Usinor-Dunkerque. La baisse du pouvoir d'achat, la réduction du temps de travail, la restructuration de l'usine pour produire plus en étant moins nombreux et au détriment des conditions de vie et de travail, la possibilité d'avoir des promotions dans l'usine et des augmentations de fin d'année qui se font au compte-goutte actuellement etc...»

Et l'avenir de l'usine? Serons-nous chômeurs dans 10 ans? Pour toutes ces questions, et bien d'autres débattues à notre congrès, il n'est pas possible que nous ne soyons que quelques centaines à nous en

préoccuper. Il faut que cela devienne l'affaire de tous... Le rôle de la CGT est de rassembler les salariés sur ce qui les unit... Il faut savoir dans cette usine s'unir sur ce qui nous est commun : notre volonté de travailler dans de meilleures conditions et de vivre mieux, d'être mieux payés.

L'EVENEMENT

Les 26 et 27 mars 1980 se déroulent à Usinor-Dunkerque les élections de délégués du personnel. L'événement est d'importance et son enjeu est précisé avec beaucoup de netteté par le syndicat CGT des aciéries qui, après avoir rappelé ses efforts pour que «les travailleurs prennent en mains le syndicat», et que celui-ci soit «au plus près des travailleurs» en passant «sur le tas», faire des réunions de travailleurs, discuter des problèmes, déclare, dans le numéro 4 du journal de la CGT, *La parole aux aciéristes* : «Jusqu'à l'année dernière, les militants et travailleurs des aciéries étaient divisés au niveau syndical, les uns à la CGT, les autres à la CFDT. Indépendamment de ce que raconte l'un ou l'autre, nous ferons deux remarques :

— qui a détruit l'outil qu'est le syndicat? Pas les exclus et dissouts, mais l'équipe Deroo qui a été soutenue par la Fédération CFDT en excluant la très grande majorité parce qu'elle était en désaccord sur l'orientation de la CFDT.

— qui a été exclu? Des planqués? Des gens qui passent leurs heures de délégation au bistrot? Des qui ne pensent qu'à aller discuter dans les bureaux des ingénieurs? Non. Ce sont les plus actifs, ceux qui ont toujours été avec vous, dans toutes vos luttes, que ce soit en 1975 contre le chômage, en 1976 sur les aides-couleurs et l'amiante, en 1977 à l'oxycoupage et à l'aciérie numéro 1, en 1978 contre les 2/8 et enfin en 1979, contre les lock-out. Aujourd'hui, ces camarades sont à la CGT, c'est un choix qu'ils ont fait pour continuer dans l'orientation qui a toujours été la leur : se battre avec les travailleurs pour leurs revendications. Nous ne ferons que constater une chose : aujourd'hui, c'est la liste CGT qui propose les militants les plus combattifs et les plus actifs des aciéries, donc ceux qui sont le mieux à même de se battre avec vous. C'est le choix qu'a fait le syndicat CGT acier, votez CGT!».

LE BON CHOIX

L'existence à Usinor-Dunkerque d'une puissante organisation syndicale développant une orientation de classe et de masse est le vœu le plus ardent de tous les sidérurgistes qui veulent disposer d'un bon outil de lutte contre le patronat pour arracher des succès revendicatifs. Aujourd'hui, il est clair que pour marcher dans cette direction et ouvrir le chemin d'une unité solide des travailleurs d'Usinor-Dunkerque, il faut renforcer la CGT en votant pour ses candidats et en la rejoignant pour l'action. Oui! Ces 26 et 27 mars, pour la lutte et pour l'unité. Il n'y a qu'un seul bon choix aux élections de délégués du personnel : voter massivement et faire voter pour la CGT.

Rémi DAINVILLE

A suivre demain : Sécurité, rien n'est réglé.

Rectificatif au sujet de l'interview du dissident soviétique Léonid Pliouchtch

Deux erreurs de montage ont été faites hier, dans la publication de la suite de l'interview du dissident soviétique Léonid Pliouchtch (Quotidien du Peuple daté : mercredi 26 mars).

Ainsi, une erreur rend incompréhensible le deuxième paragraphe du chapeau de présentation. Surtout, une autre erreur — intervention dans l'ordre des paragraphes — rend incompréhensible le texte même de l'interview, entre le bas de la deuxième colonne (avant-dernier paragraphe) et le haut de la quatrième colonne, c'est-à-dire la partie de l'interview où Léonid Pliouchtch dénonce l'attitude de Marchais et commence à aborder la question du fascisme en Union Soviétique.

Nous nous en excusons auprès de Léonid Pliouchtch ainsi qu'auprès de tous nos lecteurs, et donnons ci-

après le texte initial, tel qu'il aurait dû être publié, afin qu'ils puissent prendre connaissance, sans difficultés, du contenu de cet interview.

Le comité de rédaction

• Dans le deuxième paragraphe du chapeau de présentation, il fallait lire :

(...) Aujourd'hui, Léonid Pliouchtch s'attache notamment à décrire le «climat» que les autorités soviétiques s'efforcent de susciter à l'intérieur de l'URSS pour embrigader les esprits, préparer l'opinion aux aventures militaires de l'URSS. Ne va-t-on pas, selon Pliouchtch, jusqu'à tendre la main à d'anciens fascistes de l'émigration, pour les besoins de la cause? (...)

• Entre le bas de la deuxième colonne (avant-dernier paragraphe) et le haut de la

quatrième colonne, il fallait lire :

(...) On peut faire beaucoup pour Sakharov. Et il faut aussi démasquer les collaborateurs de l'Union Soviétique. Marchais, par exemple, qui aide les adversaires de la France, parce que, si un jour, l'Union Soviétique envahit la France, et bien ce ne sera pas très agréable pour les Français. Et Marchais ment quand il dit que, s'il avait su ce qui allait arriver à Sakharov, il n'aurait pas signé le mémorandum avec Brejnev. Il ment parce que, pendant qu'il était en Pologne, on avait arrêté des représentants du KOR (1), et Marchais n'avait émis aucune protestation.

LES VIEUX FASCISTES ET LES NOUVEAUX

En quoi l'arrestation de Sakharov constitue-t-elle une nouvelle étape dans la répression en Union Soviétique?

La question du fascisme en Union Soviétique n'est presque jamais abordée ici. Personne ne veut en parler. Et pourtant, il y a suffisamment de preuves.

Par exemple, les Soviétiques viennent de publier un livre dont l'auteur est Choulguine. Cet homme, sous le tsar, était d'extrême droite, il a été soldat dans l'armée blanche, puis il a adhéré au mouvement de Mussolini. Il a lui-même écrit autrefois qu'il était un fasciste russe, partisan de Mussolini. J'ai ici un livre du même Choulguine, édité en 1930 à Paris, par une maison d'édition d'émigrés intitulé : «Ce qui ne nous plaît pas chez eux» (...)

(1) KOR : Comité d'auto-défense sociale. Organisation de la dissidence polonaise, qui s'est distinguée notamment par son soutien aux ouvriers victimes de la répression du régime polonais.

Nice : contre la suppression des STAP, les étudiants retiennent le président de l'université et ses 3 doyens

Le mouvement de grève à l'université de Nice, à l'origine duquel se trouve la suppression de la section STAP (éducation physique) s'est généralisé au cours de la semaine dernière à toutes les sections. Les manifestations de mardi 18 et jeudi 20 ont montré l'ampleur de la mobilisation étudiante.

Lundi 24, on a assisté à un durcissement du conflit, des grèves avec occupation ont été partout reconduites au cours des assemblées générales, tandis que la section d'orthophonie se joignait au mouvement. De plus, à partir de 15 heures, Messieurs Azzaro, président du conseil de l'université, Charvin, Rocca et Martin, respectivement doyens de la faculté de droit, de l'UER de Sciences et vice-doyen de la faculté des Lettres étaient retenus dans leur bureau par les étudiants. But de l'opération pour les étudiants : donner un écho national dans les médias à leur lutte et à ses objectifs : maintien de la section STAP à Nice ; négociations sur la création d'une UER d'éducation physique et sportive. En soirée, ils étaient libérés après que Soisson ait accordé un rendez-vous au président de l'université. Mardi après-midi, un groupe important d'étudiants et de professeurs occupaient le lycée Carnot à Carmes. Ils en étaient chassés vers 16 heures par la police qui interpellait deux professeurs et un étudiant.

Correspondant NICE

Réunions des groupes parlementaires Le PCF mobilise ses «luteurs» du parlement

Chaque groupe parlementaire prépare à sa manière la toute prochaine session de printemps. Le PCF embouche une nouvelle fois les trompettes de la lutte, le PS cherche à illustrer le «projet socialiste», le RPR échafaudé des propositions pour se montrer critique et «constructif» vis-à-vis du gouvernement. L'UDF, enfin, sort de son congrès pour s'entretenir avec Barre.

Le PCF prépare à grands bruits la session : *L'Humanité* consacrait mardi plus d'une page aux deux jours d'assises tenues par les élus PCF au Havre, un de leurs fiefs les plus importants et le même jour Marchais venait faire le discours de clôture pour attirer les médias. Le secrétaire général, qui passait à TF1 en direct du Havre, a notamment déclaré : « Il s'agit pour le parti socialiste de rendre durable la division de la gauche qu'il a provoquée et de préparer les conditions pour l'avenir d'une alliance sous une for-

me ou sous une autre avec la droite. La caution de quelque parti communiste que ce soit ne saurait dissimuler que tel est l'objectif du parti socialiste ».

« Il n'y a pas de luteur plus résolu que l'élus communiste », déclarait lundi Lajoinie dans son discours d'ouverture. Pour nous convaincre, il explique que « C'est la présence des communistes qui donne son caractère original aux débats dans les assemblées parlementaires ». Parlant de l'efficacité des élus-luteurs du PCF, Lajoinie verse à leur seul crédit l'adoption de la loi Veil comme l'annulation par le Conseil constitutionnel de certaines dispositions de la loi raciste Barre-Bonnet. Sachez aussi que les élus PCF ont fait « reculer le pouvoir sur la célébration du 8 mai ». Le PCF entend ainsi faire jouer un rôle propagandiste accru à ses élus, les mobiliser pour gagner auprès des travailleurs des positions sur le PS.

Communauté européenne : Vers la crise au sommet

A l'heure où Chirac et Marchais demandent le départ des Britanniques de la Communauté économique européenne (CEE), ceux-ci menacent de la quitter si leurs exigences ne sont pas satisfaites. L'ajournement du sommet européen du 31 mars à Bruxelles, décidé lundi dernier par l'Italie qui préside actuellement le Conseil européen, révèle l'acuité de la crise qui secoue la CEE.

Depuis cet ajournement le gouvernement de Mme Thatcher aurait pris connaissance d'un nouveau document de la Commission de Bruxelles. Il semble bien cependant qu'il ne s'agit là que d'une mouture d'anciennes formulations. Et il n'y a guère que la prochaine venue de Schmidt à Londres qui puisse apporter des éléments nouveaux.

A l'origine du conflit, la volonté exprimée par les Britanniques au sommet de Dublin en novembre, de restreindre considérablement leur participation financière à la CEE. Les huit autres États membres de la CEE s'opposent à cette remise en question des fondements économiques de la communauté européenne.

Les échecs répétés des démarches de conciliation entreprises et l'ajournement du sommet de Bruxelles qui les couronne, montrent bien l'importance de la crise. C'est la conception même de la CEE, définie par les bourgeoisies européennes en 1957 à Rome, qui est en question : Thatcher milite pour une Europe unie plus par des liens politiques qu'économiques et atlantiste pour le coup. Dès lors, comment se présente plus précisément le tableau de la situation ? Combien de temps encore la crise pourra-t-elle être contenue ?

Depuis 1974, les chefs des gouvernements (présidents et premiers ministres formant le Conseil européen) tiennent régulièrement des sommets, devenus progressivement la seule instance de décision politique à l'échelle européenne.

Or, pour la première fois, un tel sommet est ajourné.

Et ce pour plusieurs semaines. Le prétexte en a été la chute, la semaine dernière du gouvernement italien : le président démissionnaire, Cossiga, chargé de former un nouveau gouvernement, assurait ne pas pouvoir, dans ces conditions, préparer la réunion de Bruxelles. La seconde raison avan-

cée à Rome, est plus sérieuse : il s'agit de désaccord sur le montant de la contribution britannique au budget de la CEE.

UN CONFLIT QUI S'ENVENIME DEPUIS QUATRE MOIS

Les gouvernements britanniques ont toujours trouvé exorbitant le montant de leur participation au budget européen. L'Europe verte étant la principale matérialisation de l'unité européenne, ce budget est consacré essentiellement (aujourd'hui 70 %) à l'agriculture. La Grande Bretagne n'en tire pas beaucoup d'avantages. En effet, les importations hors CEE étant taxées, la Grande-Bretagne qui tire profits de ses achats à bas prix de beurre et de mouton à la Nouvelle Zélande, est contrainte à verser de lourdes taxes à la CEE.

A Dublin, Thatcher a demandé un équilibre entre les charges et bénéfices relatifs à la CEE, l'équivalent d'une réduction de 7 milliards de francs pour les Britanniques. Ce « principe du juste retour », est tout à fait contraire aux dispositions du Traité de Rome. De très nombreuses démarches ont été entreprises par les bourgeoisies européennes pour arriver à un compromis. Non seulement c'est l'échec, mais depuis, les exigences des Britanniques sont plus grandes : Thatcher demande que la contribution soit proportionnelle au PNB par habitant, c'est-à-dire une réduction de sa participation au budget européen de près de neuf milliards de francs et une diminution du pourcentage des dépenses agricoles de la CEE à moins de 55 % de son budget. De quoi faire pâlir l'Europe verte.

LA GRANDE BRETAGNE EN POSITION DE FORCE

Le « numéro 1 » de la diplomatie britannique de-

clarait crument au Point : « Si nous partons qui paiera à notre place ? »

La Grande-Bretagne enrichit l'Europe verte, mais de surcroît séduit bon nombre de pays de la CEE par sa proposition de renforcer les liens politiques de l'Europe dans le cadre de l'Alliance Atlantique. Ces partenaires, Pays-Bas et RFA surtout, tiennent donc à négocier avec la Grande-Bretagne. Mais comment le faire sans porter atteinte à la construction économique européenne ? Giscard les suit prudemment.

Thatcher et les conservateurs britanniques, attachés à la réalisation de cette Europe politique, tiennent à l'Europe, mais à moindre prix. La solidité de leur position les autorise aujourd'hui à appuyer leurs exigences.

AJOURNEMENT OU SUPPRESSION DU SOMMET DE BRUXELLES ?

L'ajournement du sommet de Bruxelles qui devait se tenir le 31 mars et le 1er avril, a permis au Neuf d'éviter une crise ouverte. Aucun pays de la communauté ne s'en plaint et bon nombre de communautaires pensent que d'ici quelques semaines, le climat se sera détendu : les neuf ministres de l'Agriculture auront eu le temps de fixer les prix plus sereinement, Thatcher ne pourrait garder son ton cassant sans affaiblir ses positions. En fait, rien pour l'instant ne permet d'envisager qu'un compromis, introuvable pendant des mois, se dessine en quelques semaines. Et comme le prochain sommet est prévu en juin à Venise, celui de Bruxelles pourrait bien être supprimé.

Didier DELORME

Mirage 2 000 : plusieurs années de retard dans la conception

Lancée en 1975, la conception et la construction du « Mirage 2 000 », avion de haute technicité destiné à l'interception, connaît de sérieuses difficultés. C'est ce qu'ont indiqué mardi, les responsables de l'armée de l'air.

La grande nouveauté du Mirage 2000 devait être son nouveau radar à l'impulsion (RDI) ; mais celui-ci est loin d'être au point et les sociétés Thomson-CSF et Dassault qui le fabriquent, ont demandé un nouveau délai, jusqu'en 1985. L'armée de l'air française va malgré tout mettre en service les Mirage 2000, avec des radars RDM d'ancienne conception, ne se différenciant en rien des Mirage F1 actuels. Pourquoi ces achats prématurés ? Pour que le Mirage 2000 se vende à l'exportation, il faut que l'armée de l'air prouve sa fiabilité en l'achetant, même si elle n'en a pas besoin.

Quand le nouveau radar sera au point, les premiers Mirage 2000 seront retirés du service et remaniés. Aux frais de l'armée, bien sûr.

La direction du PCF tente d'unifier ses cadres intermédiaires

« Réflexion et étude sur la cohérence de la stratégie des 22e et 23e congrès » : c'est en ces termes que la direction du PCF présente les stages qui sont organisés dans les fédérations depuis le début du mois de mars. 500 stages de ce type sont envisagés, le week-end, et avec la participation des seuls membres des bureaux des cellules. Le 23e Congrès ayant été caractérisé par la mise en avant de certains thèmes d'apparence contradictoire, et pouvant être « interprétés » différemment, il était nécessaire pour la direction du PCF de tenter de mieux unifier ses cadres intermédiaires sur la base des nouvelles orientations mises en pratique au début de l'hiver dernier. Selon certains informations, il semblerait cependant que la participation numérique ne réponde pas à l'attente des dirigeants du PCF.

Contre les travailleurs, les patrons se dotent de nouveaux moyens

Pour faire face avec plus d'efficacité aux travailleurs et à leurs organisations syndicales, le patronat se dote de moyens de plus en plus sophistiqués. Témoin cette « banque de données sociales » que vient de mettre au point l'UIMM (Union des industries métallurgiques et minières), et qui sera opérationnelle dès le mois d'avril.

Les patrons ont stocké sur ordinateurs l'ensemble du droit social, de la jurisprudence et du droit conventionnel de la Métallurgie, et chaque chambre patronale disposera d'un terminal pouvant lui fournir immédiatement toutes les données nécessaires. L'idée en est venue aux patrons en 1977, après qu'ils aient rencontré « certaines difficultés » dans les négociations avec les syndicats. Évidemment, les mille et une manières de s'opposer dans les faits au droit de grève représentent une bonne partie de ces données.

Variations sur le juste milieu

La petite phrase de Giscard sur le « juste milieu » inspire les commentateurs des autres partis. Pour Lajoinie, du PCF, « le juste milieu, c'est la droite ». Dans *L'Humanité*, Andrieu constate « qu'il est traditionnel de se réclamer du centre pour consulter le Marais ou la droite ». Dans Riposte, « quotidien de poche » du PS, Fillioud estime lui, que « la référence au juste milieu est rétro ». Enfin, Génésseaux, de l'UDF, va plus loin dans ses variations : pour lui, non seulement Giscard ne fait pas une politique du juste milieu, mais il ne fait pas non plus une politique de centre gauche. Il fait une politique de droite.

Sondage : 11% des Français estiment que Marchais « dit toute la vérité »

Pour le compte du Quotidien de Paris, l'institut Public SA vient de réaliser le premier sondage sur « l'affaire Marchais ». 38 % des personnes interrogées pensent que l'« affaire » est une manœuvre dirigée contre Marchais, tandis que 60 % estiment qu'il est « important de connaître avec précision le passé d'un candidat à la présidence de la République ». Plus significativement, 43 % estiment que Marchais dit « une partie de la vérité », et 11 % qu'il la cache complètement. 11 % seulement des personnes interrogées pensent que Marchais dit « toute la vérité ». Si l'on veut bien considérer qu'un des objectifs de l'affaire Marchais — pour ceux qui l'ont lancée — était de jeter la suspicion sur le secrétaire général du PCF, force est de constater que l'objectif est atteint.

Paris-Hebdo cesse sa parution

Lancé le 9 janvier par le groupe *Expansion*, l'hebdomadaire « Paris-Hebdo » cesse sa parution. Selon les patrons du journal, la cessation est motivée par une baisse importante des ventes. De fait, celles-ci avaient chuté spectaculairement, au vu des résultats escomptés initialement. On peut toutefois s'étonner de cet arrêt, dans la mesure où le groupe *Expansion* avait investi des sommes considérables dans *Paris-Hebdo*, ce dernier ayant, aux dires de ses responsables, « une année devant lui ».

Pour téléphoner au Quotidien du Peuple

205-51-10

Le Quotidien du Peuple

Directeurs politiques : Jacques Jurquet, Charles Villac
Rédacteurs en chef : Pierre Burnand, Gérard Privat

Le Quotidien du Peuple
Adresse postale BP 225 - 75927 Paris cedex 19
Directeur de publication : Y. Chevet
Imprimé par ILN-Paris, Distribué les NMPP
Commission paritaire : 56 942
Libeller les chèques à « Aujourd'hui Presse »
Société Générale 200 208 66

3 ans après juin 77

Les nettoyeurs du métro à nouveau dans la lutte

Depuis lundi matin, les 850 nettoyeurs du métro parisien sont en grève totale. Trois ans après leur longue grève de 1977 (tout le mois de juin notamment pour les salaires) ils «remettent ça». Ce qu'ils veulent : donner un coup d'arrêt au processus de rentabilisation engagé depuis juillet 1979 par la RATP et visant à réduire considérablement

Mais quelles sont les mesures concrètes de rentabilisation engagées par la RATP depuis juillet 1979 ?

Voici les principales : avant juillet 1979, trois balayages étaient faits dans les couloirs du métro parisien par 24 heures (deux balayages le jour, un la nuit) ; aujourd'hui, il n'y a plus que deux balayages : un la journée, un la nuit. Résultat : double travail

pour les balayeurs de nuit qui doivent enlever le double de débris et accumulation de saleté et de poussière plus importante quand même et pendant plus longtemps pour les usagers et bien évidemment pour les nettoyeurs, ce qu'ils refusent.

La deuxième mesure de rationalisation mise en place progressivement depuis juillet 1979 a consisté dans

les opérations de nettoyage des réseaux urbains et du RER. Les conséquences : sur les usagers et leurs conditions de transport et sur l'emploi des nettoyeurs. Sans compter qu'ils refusent également d'avoir un salaire horaire de base inférieur au SMIC.

la réduction des «corvées» : nettoyage des panneaux publicitaires, des néons, etc.

DE MOINS EN MOINS DE NETTOYAGE

Le nettoyage des vitres des guichets de stations n'est plus effectué toutes les semaines, mais chaque mois. Celui des escaliers mécaniques — où circulent des dizaines de

milliers de gens chaque jour — n'est plus fait que tous les deux mois au lieu de tous les mois auparavant.

Là encore, les conséquences sont une accumulation importante des poussières, polluant l'air déjà passablement vicié dans les souterrains du métro.

La réduction du nettoyage avec les conséquences décrites plus haut n'entraîne en plus évidemment pas de réduction du temps de travail : les nettoyeurs se voient tout simplement offrir depuis l'année dernière... deux mois de congés supplémentaires sans solde. Ce qui fait donc deux mois de salaire en moins par an, ce qu'ils refusent également !

Enfin, la baisse de la quantité de nettoyage n'entraîne évidemment pas de réduction de la charge de

travail, puisque, depuis 1977 (les démissions n'étant entre autres pas remplacées) les travailleurs qui étaient 1 000 à l'époque ne sont plus aujourd'hui que 850.

Aujourd'hui, la direction veut aller encore plus loin dans son plan de rentabilisation : elle vient de faire savoir qu'elle ne garantirait plus l'emploi à partir de janvier 1981, autrement dit, on peut s'attendre à des licenciements. C'est la goutte qui a fait débordé le vase.

SALAIRE : MEME PAS LE SMIC

Outre le retour à la totalité des nettoyages effectués il y a un an, outre donc le maintien des emplois, la seconde grande exigence des grévistes concerne les salaires : en juin 1977, on s'en souvient, après 31 jours de grève déjà, les travailleurs du métro avaient obtenu un salaire au taux horaire supérieur de 6 à 7 % au SMIC, ce qui était énormément plus... que le salaire en dessous de ce même SMIC touché auparavant avant 1977. C'est pourtant à cette situation qu'en sont

revenus aujourd'hui les nettoyeurs du métro. La plupart — 80 % environ — touchent à nouveau moins de 13,37 F de l'heure comme salaire horaire de base. Celui-ci est de 13,30 F pour un travailleur de nuit, de 13,12 F pour un ouvrier en journée. «Les patrons s'en tirent évidemment», explique un responsable CFDT, «en le niant et en disant qu'avec les diverses primes (nuit, panier) le taux horaire est supérieur au SMIC. Mais ce n'est pas la même chose !».

Mardi après-midi, au second jour de grève, la direction rencontrait une délégation de la CFDT et des grévistes, preuve s'il en est de sa volonté d'éviter un second «juin 1977» où les travailleurs arrêteraient pendant tout ce temps le travail.

Vers 15 heures, les travailleurs apprenaient que la direction considérait en tout et pour tout 2,25 % d'augmentation au 1er avril. «Alors on continue la grève» répondront les travailleurs en frappant des mains.

Richard FEUILLET

Un acquis important pour l'emploi et l'organisation des travailleurs

Sur la base de la longue grève de juin 1977 et avec maintes délégations par la suite en 1977 pour faire pression, les nettoyeurs du métro ont imposé que leur soit appliqué effectivement un article important du code du travail qui les concerne et qui a des conséquences non seulement sur leur emploi mais aussi sur leur possibilité d'organisation !

Les nettoyeurs du métro on le sait, appartiennent à des entreprises de nettoyage (12 au total) extérieures avec lesquelles la direction de la RATP passe des marchés.

Jusqu'avant 1977, si la RATP ne renouvelait pas son contrat avec une entreprise, les travailleurs de celle-ci se voyaient évidemment supprimer leur travail dans le métro. Depuis la fin 1977, les travailleurs ont imposé l'application de la loi : si le contrat entre leur entreprise et la RATP n'est pas renouvelé, ils restent sur place et continuent d'office à faire le travail de nettoyage du métro, et qui plus est dans le même secteur (une station ou un groupe de station), obligation étant faite à l'entreprise qui remplace celle qui est partie de les prendre en charge : et donc de leur

fournir travail et salaire. De plus les travailleurs conservent leur ancienneté.

Voilà qui n'est évidemment pas du goût de la RATP, ni des boîtes sous-traitantes avec un tel système, se met en place un nombre de travailleurs fixes de plus en plus grand pour une durée de plus en plus grande, dans la même entreprise : la RATP. Toutes choses, qui sont évidemment favorables aux travailleurs, pour la connaissance mutuelle et partant pour leur organisation du point de vue de la lutte et syndicalement.

Paris-Rhône (Lyon 8e)

Des ouvriers turcs victimes du racket : 600F pour se faire embaucher

En février, des ouvriers turcs viennent trouver les délégués CFDT de l'usine et leur expliquent : ils ont dû verser de l'argent, environ 600 F, pour pouvoir se faire embaucher. Cela remonte à 1978. Des dizaines de Turcs ont été embauchés de cette manière. Cela a duré plusieurs années. Mais, aujourd'hui des Turcs témoignent, sans doute encouragés par la mobilisation des travailleurs turcs de la confection parisienne.

Il y a avait 2 filières. Quelqu'un parmi les Turcs (150 à Paris-Rhône sur 3 000 ouvriers dont 30 % d'immigrés) présentait ses copains au service d'embauche moyennant finances.

Il semble qu'il y avait aussi quelqu'un dans le coup du côté du service du personnel pour sélectionner ceux qui avaient payé.

Qui précisément a empo-

ché les «pots de vin», l'enquête le dira...

Début mars la section CFDT a mis publiquement la question sur le tapis par affiche. La direction a réagi violemment menaçant de porter plainte pour diffamation, mais aujourd'hui, vu les témoignages fournis par la CFDT, la direction, pour préserver son image de marque, a été obligée de déposer une requête au procureur de la République pour qu'une enquête soit ouverte.

A la dernière réunion du comité d'entreprise la CFDT et la CGT (qui a distribué une lettre ouverte à la direction) ont exigé que toute la lumière soit faite sur cette affaire. La CFDT a demandé qu'il n'y ait aucune répression contre les Turcs qui témoignent.

Chez les ouvriers c'est l'écoeurement devant de telles pratiques qui illustrent

bien ce que ça veut dire l'exploitation et l'utilisation des travailleurs immigrés.

Après la lutte des Turcs de Paris pour la régularisation de leurs papiers, le racket sur des travailleurs de Paris-Rhône, une affaire en Savoie où le patron d'une scierie est incarcéré ; depuis plusieurs années, il faisait travailler des Turcs sans papiers sans les déclarer à la Sécurité Sociale.

On voit à qui profite la situation d'illégalité des immigrés.

Combien d'autres scandales de ce genre partout en France ?

Dans son affiche du 13 mars la section CFDT de Paris-Rhône «dénonce avec force ceux qui n'hésitent pas à utiliser la misère de quelques étrangers pour arrondir leur fin de mois».

Corresp. PARIS-RHÔNE

SBAP (Dijon) : l'épreuve de force de la direction échoue

A 10km de Dijon les ouvriers de l'usine SBAP (Chevigny Saint-Sauveur) entament leur 41e jour de grève (voir QdP du 7 mars).

Après avoir eu recours à une décision de la justice bourgeoise ordonnant l'évacuation, la direction de la SBAP a voulu légitimer la répression en organisant un pseudo-référendum (par lettre individuelle) sur la reprise du travail où une «majorité» aurait décidé celle-ci.

Lundi 17 au matin, la direction demandait aux trois équipes de venir travailler. Dès 6 heures, les CRS étaient en position devant l'usine. Sur 820 salariés, seuls les cadres et une soixantaine d'ouvriers sont rentrés. Les intimidations du pouvoir et les manœuvres patronales ont donc échouées. Concrètement le vote a eu lieu : 70 % des ouvriers sont déterminés à poursuivre cette lutte exemplaire jusqu'à satisfaction de leurs revendications : réduction du temps de travail sans perte de salaire ; création d'une cinquième équipe pour les postes en 4 x 8 ; augmentation des salaires de 250 F par mois ; amélioration des conditions de travail.

Devant cet échec manifeste, les cadres ont organisé des provocations : cisailage du grillage de clôture, désoudage des portes, destruction de panneaux syndicaux...

Ces provocations ont été fermement repoussées par les grévistes tandis qu'une



Grévistes sur le toit, chantant l'Internationale.

dizaine d'ouvriers montés sur les toits dénonçait l'attitude du pouvoir plus prompt à réprimer qu'à négocier.

Le soir même, 400 manifestants défilaient à Chevigny Saint-Sauveur. (On avait jamais vu cela auparavant). Une délégation des travailleuses de Vidéocolor (actuellement en lutte dans une usine proche) était présente.

Dès mardi, dans l'ensemble du groupe Solvay dont la SBAP fait partie, des débrayages de 3 h donneront

un coup de semonce à la direction qui jusqu'à présent ne propose que des «pacifistes» selon les délégués syndicaux.

Mardi matin 18, les camions n'ont pu passer qu'après une forte empoignade de la gendarmerie et du piquet de grève. La lutte continue, la direction de la SBAP doit céder.

Soutien financier : Banque Populaire, route de Dijon à Chenôve, compte n° 031 905 8 822.

Correspondant DIJON

Mali : le secrétaire général de l'UNEEM assassiné

Depuis le 9 mars, jour où les étudiants et lycéens maliens avaient organisé une manifestation dans la capitale du pays, la répression s'est abattue sur le mouvement étudiant, plus particulièrement contre les leaders.

C'est ainsi que le secrétaire général de l'Union malienne des Étudiants et élèves du Mali (UNEEM) a été assassiné après avoir été affreusement torturé par la police. Un communiqué officiel des autorités a reconnu le meurtre de Abdoul Karim Camara, dit Cabral. Le même jour, le secrétaire du comité de l'UNEEM* du lycée de jeunes filles, âgée de 20 ans, et une autre étudiante étaient violées par des policiers dans un autre commissariat. La première aurait succombé aux tortures.

Deux cents élèves, étudiants et une vingtaine de professeurs accusés d'avoir participé à la marche du 9 mars auraient été arrêtés, provoquant de nouvelles manifestations de leurs camarades pour leur libération. Et à Dakar (Sénégal), cinquante étudiants maliens occupent l'ambassade pour protester contre la répression.

* L'UNEEM est interdite depuis janvier 1979.

4 HEURES POUR LE MAROC

MARS 1965 **مهرجان** 15 ANS APRES

Libération de tous les détenus politiques

PROGRAMME

ASSOCIATION des MAROCAINS en FRANCE

**DIMANCHE
30 MARS 1980
14H SALLE B. DE LA
MUTUALITE 24, Rue
Saint-Victor Paris 5^e Métro Maubert-Mutualité**

Argentine

4 ans de dictature 4 ans de résistance

Lundi 24 mars, il y a eu quatre ans que les militaires ont pris le pouvoir en Argentine. Pour sa part, à la même période, le général chilien Pinochet était conquis aux Iles Fidji et son voyage annulé aux Philippines.

Pour renforcer la solidarité internationale avec la lutte

C'est sous la banderole « Quatre ans de dictature, quatre ans de résistance » qu'un militant argentin a précisé d'entrée : « Nous sommes ici pour : exiger le rétablissement des libertés démocratiques, la libération des prisonniers politiques, demander des éclaircissements sur la situation des disparus, protester contre les assassinats et enlèvements ».

Le texte conjoint du CAIS-TYSAE faisait le point sur les quatre années de dictature terroriste sous la direction de Videla : dissolution et interdiction de toute organisation populaire, arrestation et emprisonnement de milliers de syndicalistes, baisse des salaires et inflation de 150 % et plus par an, réapparition massive de maladies graves telle que la tuberculose, lois fascistes...

Mais aussi, dans ce contexte, le développement des luttes ouvrières et des luttes démocratiques. (Environ mille grèves en 1978, grève générale en avril 1979...)

La représentante d'Amnesty international s'est attachée à donner une somme de faits, démontrant par là que malgré les condamnations internationales, « il n'y a pas d'amélioration des droits de l'homme » en Argentine. « Le gouvernement continue à nier qu'il y a des prisonniers politiques, qu'il appelle « au-

teurs de délit et de subversion » ; non reconnaissance de la disparition de nombreuses personnes ; familles non informées des décès, corps non rendus aux familles... ».

Quinze à vingt mille personnes ont disparu. Selon Amnesty International, « il s'agit là d'une des plus graves violations des droits de l'homme », et dresse une liste de 3 621 cas connus.

Les dirigeants syndicalistes français, Denis Jacquot pour la CFDT et un représentant de la FEN ont ensuite apporté leur point de vue ; ainsi qu'André Jean-son — qui avait participé aux travaux du Tribunal Russel, transformé maintenant en Tribunal des peuples — disant notamment : « Il faut inscrire dans nos actes la solidarité que nous avons en parole ».

Après André Jacques de la CIMADE, Chantal Perez du Parti socialiste, un membre de la Fédération de Paris du PS a parlé de la manifestation qui venait d'avoir lieu à 18 h (à son

initiative) à la station de métro Argentine, que les manifestants ont débaptisée et appelée Droits de l'homme. Initiative qui a été chaleureusement applaudie par les participants à la soirée.

A la suite d'une question posée dans la salle, sur l'activité des syndicats par rapport aux réfugiés argentins, Denis Jacquot (CFDT) a répondu que les cédétistes intervenaient « au niveau des permis de séjour : leur remettre leurs droits et les prendre en compte, surtout avec les nouvelles lois qui visent à expulser les immigrés ». Il a indiqué que « les réfugiés, ce n'est pas une question à traiter à part », c'est-à-dire que c'est à relier à l'action pour défendre les droits des étrangers. D'autres cédétistes ont fait part d'actions menées, par la fédération des Transports et de l'Équipement (« Le combat à travers le statut, qui exige la nationalité française : faire sauter

cette particule ») ; des lettres et messages dans les PTT, notamment. Outre le PSU, la CGT qui devaient participer (mais pas le PCF) avait envoyé un message disant qu'il lui était « impossible matériellement d'être présent ».

Par ailleurs, le lendemain, Giscard devait recevoir Danielle Delorme et Lino Ventura qui revenaient d'Argentine à la tête d'une délégation d'artistes français. Ils venaient pour rendre compte de leur entretien avec le général-président Videla. Giscard a annulé le rendez-vous, sous le prétexte « de la gravité des événements au Tchad, donnant lieu à une réunion exceptionnelle pour le président ». La rencontre a été reportée.

Une manifestation a lieu ce jeudi de 12 h à 13 h, devant l'ambassade d'Argentine à Paris.

Claude LEBRUN

Appel de sportifs afghans au boycott des Jeux de Moscou

L'ancien capitaine de l'équipe afghane de hockey aux Jeux Olympiques de Berlin en 1936, ainsi que plusieurs membres de son équipe (qui avait alors obtenu la 4^e place) ont lancé un appel à l'intention des sportifs français, appel qu'ils ont remis à un journaliste du *Matin de Paris*, au Pakistan. En voici le texte :

« Nous, anciens membres de l'équipe de hockey afghane ayant participé aux Jeux Olympiques de 1936 à Berlin, faisons appel à tous les amis sportifs de France et leur demandons de ne pas participer aux Jeux Olympiques de Moscou.

Car le but fondamental de ces Jeux est l'établissement d'un climat de paix et d'amitié parmi les peuples du monde, tandis qu'à l'heure actuelle, le gouvernement soviétique est en train d'assassiner le peuple afghan. L'armée rouge emploie le napalm, des gaz, des bombes, des hélicoptères qui crachent mitrailles et roquettes, des tanks qui éventrent nos maisons. Le peuple d'Afghanistan vient de découvrir la torture, le viol des femmes, les noyades de masse, les prisonniers enterrés vivants, les enfants massacrés sous les yeux de leurs parents. Et le massacre continue.

Dans ces conditions, nous vous demandons, sportifs français quelle sera la signi-

fication de votre participation aux Jeux de Moscou ? Est-ce qu'en vous y rendant, vous n'apporterez pas un appui et une justification involontaires à cet acte d'assassinat que l'Etat soviétique est en train de commettre ? Nous pensons qu'en refusant d'aller à Moscou, vous aurez sympathisé avec l'agonie d'un peuple qui meurt et aurez refusé de donner votre soutien à une machine de guerre qui écrase une

nation sans défense. C'est pourquoi au nom de tous les sportifs afghans, au nom de la paix et de l'amitié, nous vous demandons de ne pas participer aux Jeux Olympiques de Moscou.

Farouq Shah, capitaine de l'équipe.

Ayoub Khan, Naoroz Khan, Assef Khan, Azam Khan, Kazel Hossein, membres de l'équipe.

« Ces signataires résident actuellement en tant que réfugiés au Pakistan. Les noms des autres signataires de cet appel qui résident en Afghanistan ne peuvent être révélés, en raison du danger qui les menacerait ».

Dans nos prochaines éditions, points de vue de différentes organisations cambodgiennes qui se prononcent contre l'invasion vietnamienne du Cambodge

Cisjordanie

Colère des Palestiniens de Hébron contre Begin

En décidant de créer deux institutions religieuses juives dans la ville arabe de Hébron, en Cisjordanie occupée, le gouvernement de Menahem Begin a pris une décision risquée. Cette décision s'oppose non seulement à un puissant refus de la population palestinienne dans les territoires occupés de Cisjordanie. Par ailleurs, l'opposition israélienne et même des membres du gouvernement israélien ont émis des divergences sur ce point avec Begin.

Si la décision de Begin d'installer deux institutions religieuses à Hébron réjouit les extrémistes sionistes du mouvement Goush Emounim qui possèdent déjà une place forte de 3 000 habitants, à côté de la ville

arabe, par contre pour les quarante mille Palestiniens de la ville, cette décision marque « un jour de deuil ».

A la mairie, des centaines d'habitants de Hébron se sont réunis lundi pour décréter une grève générale et le maire de la ville a déclaré : « L'empire britannique sur lequel le soleil ne se couchait jamais, est disparu. L'empire nazi a été détruit aux portes de Stalingrad et de Leningrad. L'impérialisme sioniste lui aussi disparaîtra ».

La population arabe a également décidé de boycotter les sionistes qui habitent près de la ville et dont le rabbin a déclaré : « Ce n'est

que le début. Notre nombre ira croissant ».

Mais la position du gouvernement Begin est contestée par l'opposition israélienne qui réclame un débat à la commission parlementaire pour la sécurité et les affaires étrangères. Sur les 25 membres de cette commission, 12 sont opposés à l'implantation prévue à Hébron. Il suffirait qu'un seul les rejoigne pour mettre Begin en minorité. Une minorité qui pourrait être lourde de conséquence pour l'avenir du gouvernement...

D'autant plus que sur les 17 ministres, 8 seulement ont voté la proposition de Begin. Ses 2 adjoints ont voté contre lui.

Claude LIRIA

Contre le «tout nucléaire»

La CFDT lance un «plan d'urgence»

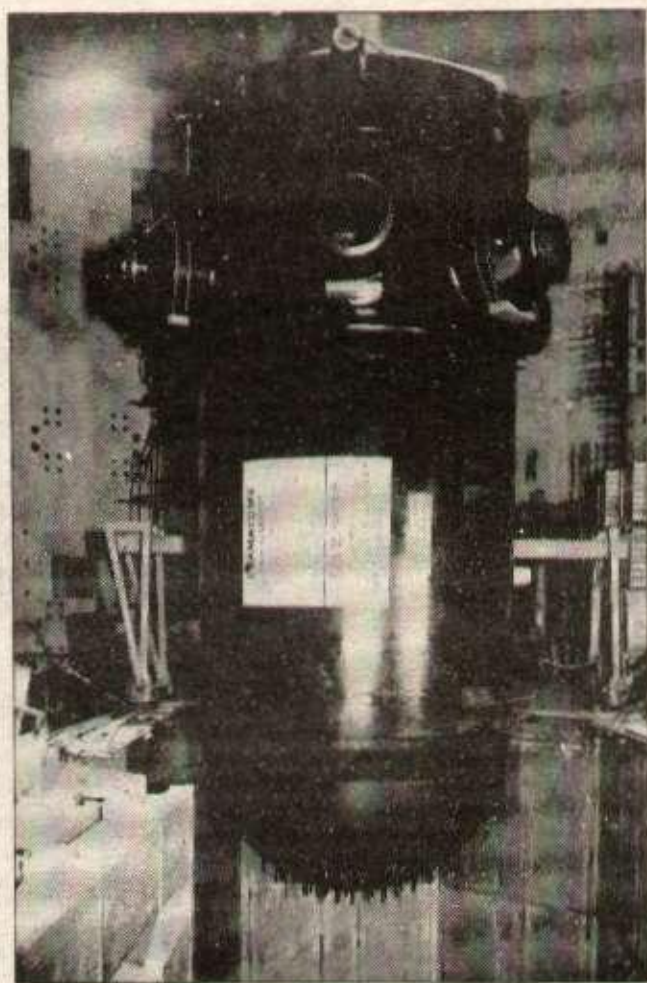
«Dans quelques jours, le conseil supérieur de PLanification va définir les grandes orientations de la politique française de l'énergie pour les prochaines années. Il est probable qu'il mettra à jour les objectifs fixés en 1974 pour ce qui concerne la consommation française d'énergie et la place de chaque ressource dans sa satisfaction. La CFDT, qui n'a pas cessé de mettre les problèmes de l'énergie au premier rang de ses préoccupations syndicales, a voulu s'exprimer à cette occasion et faire connaître son point de vue. Chacun sait qu'elle combat le programme électronucléaire du gouvernement et qu'elle est opposée à la poursuite de la construction de surrégénérateurs industriels. Elle veut montrer qu'une alternative au tout nucléaire est possible à condition de prendre dès maintenant des décisions courageuses, audacieuses même, mais réalistes. D'où la publication de ces propositions qu'elle a déjà présentées au ministère de l'Industrie et qu'elle va adresser officiellement au gouvernement.»

Lors du congrès de Brest en mai dernier, la CFDT décidait d'intensifier son travail, sa campagne d'explication et sa participation aux luttes contre le programme tout nucléaire du gouvernement. Engagement tenu, globalement, même si toutes les fédérations ne s'y sont pas impliquées d'une façon égale, même si c'est surtout une dizaine de régions CFDT qui ont mis le paquet. Indéniablement, dans les fédérations plus directement concernées par le problème nucléaire et les problèmes énergétiques (une partie de la métallurgie, les mines, gaz et électricité, chimie) et les régions confrontées à la construction de centrales, les militants CFDT se sont largement mobilisés. Il y a eu aussi toute l'affaire des fissures, qui est loin d'être terminée même si on parle moins, et où les organisations CFDT ont joué un rôle décisif pour informer très largement. Par ailleurs, la confédération est signataire de la «pétition des 22» contre le programme nucléaire du gouvernement. Mardi, elle présentait ce qu'elle appelle «un plan d'urgence en matière d'énergie», composé d'une série de «propositions alternatives».

LE RISQUE D'ARRÊTER UN JOUR TOUTES LES CENTRALES A LA FOIS

Ce qu'elle reproche essentiellement au gouvernement, c'est l'énorme pari que constitue sa politique énergétique. Hier, le tout pétrole, aujourd'hui le tout nucléaire, justifié officiellement par une prétendue indépendance garantie par ce système. Au point qu'EDF prévoit couvrir les trois quarts de la consommation électrique d'ici 10 ans par

les centrales nucléaires. Un argument qui ne tient pas, car les ressources nationales en uranium ne sont pas inépuisables. Et pas de réelle garantie d'un système fiable : «Le système électronucléaire fondé sur la seule technologie des centrales à eau légère PWR est fragile. Dans le monde, les difficultés se multiplient : en France comme en Finlande, aux Pays Bas, au Japon et aux USA des incidents ou accidents montrent que ce type de centrale est beaucoup



Le 5 février dernier, la CFDT avait envoyé au cabinet de M. Giraud, un questionnaire détaillé sur le problème des fissures. Toujours pas de réponse aujourd'hui.

moins sûr que ne l'affirment les promoteurs du nucléaire : fuites de liquide de refroidissement, usure précoce des générateurs de vapeur, fissures dont on ne connaît pas les lois d'évolution, mauvais fonctionnement de certaines pièces. On court le risque, à la suite d'un accident plus grave que les autres, d'avoir à arrêter un jour toutes les centrales à la fois. Les questions du retraitement des combustibles irradiés et du stockage des déchets radioactifs ne sont pas résolues à l'échelle industrielle. Quant aux surrégénérateurs, les difficultés économiques et technologiques que représente le développement des réacteurs de ce type et du cycle du combustible associé sont telles que leur utilisation devrait être rejetée...»

POUR LA PLUS GRANDE DIVERSIFICATION

En conséquence, la CFDT demande la suspension des programmes suivants tant qu'un large débat n'aura pas permis de trancher la question, et propose que la politique énergétique de la France «soit fondée sur une plus grande diversification des approvisionnements et une meilleure utilisation de toutes les possibilités de nos régions».

8 PROPOSITIONS

Et elle fait 8 propositions précises : reprendre la production de charbon, ne pas se contenter d'en importer ; développer l'utilisation du gaz ; développer les énergies nouvelles dans le secteur résidentiel et tertiaire ; économiser l'énergie au niveau de la construction des logements ; exploiter les possibilités de la géothermie ; élaborer un programme biomasse ; privilégier les transports collectifs ; remettre en valeur les ressources hydro-électriques.

AVOIR SON MOT A DIRE

Un ensemble de proposi-

tions qui, comme le dit la CFDT elle-même, «ne prétend pas à l'originalité», mais qui, tout en se voulant «réaliste» pose le problème d'un «autre type de développement», et de l'appropriation par les travailleurs de toute une série de questions vitales dont on les écarte, y compris par la force. A l'heure de Plogoff, qui marque incontestablement un tournant dans la lutte contre le programme nucléaire de la bourgeoisie, cette contribution de la CFDT, liée à la mobilisation de bon nombre de ses militants sur le terrain, peut jouer un rôle très positif.

Monique CHERAN

Selon les chiffres de la CNAM (Caisse Nationale d'Assurance Maladie)

2 966 accidents du travail mortels en 1978

En 1978 environ, un salarié sur 13 a été victime d'un accident du travail. On compte 2 966 accidents mortels. Selon la CNAM il y a eu 1674 accidents mortels dont 500 dans le secteur du bâtiment et des travaux publics. Les victimes sont dans leur majorité des jeunes de moins de 30 et des travailleurs immigrés. 1083 morts sont dus aux accidents de trajet, 209 décès sont dus aux maladies professionnelles (en hausse de 13 % par rapport à 1977). Il y a eu 1 014 051 accidents avec arrêt de travail et 105 529 entraînant une incapacité permanente. Les accidents avec arrêt de travail auraient diminué de 1,6 %.

Mais, les journées perdues pour incapacité temporaire (29 086 111) ainsi que le taux de gravité de ces incapacités sont en augmentation. Pour ce qui est des maladies professionnelles la CNAM fournit 3 991 cas. Mais combien de maladies sont dues aux conditions de travail sans être pour autant reconnues comme maladies professionnelles. L'industrie utilise plus de 600 000 produits nouveaux dont les effets sur la santé ne sont pas encore connus précisément.

Dans le bâtiment on compte 958 affections dues au ciment et 178 incapacités permanentes provoquées par le bruit.

150 km de côtes polluées

Les marins-pêcheurs sont très inquiets



Seuls les appelés du contingent nettoient les plages. Il n'y a plus de volontaires.

Trois nouvelles compagnies sont arrivées sur le front de la marée noire. Pour les responsables du PC antimarée noire de Morlaix, la situation peut se résumer en quatre points : pas d'aggravation, pas de pompage, pas de ramassage mécanique, et pas de volontaires. A Carhaix, la municipalité a refusé la décision du préfet de faire appel aux pompiers volontaires, employés communaux ou hospitaliers. Dans un communiqué elle suggère par contre : «pour parer au plus pressé, l'utilisation des forces de police actuellement désaffectées après l'enquête d'utilité publique de Plogoff».

La marée noire s'étale sur près de 150 kilomètres. Sur la Côte de Granit Rose c'est avec des lances à eau sous forte pression que les appelés du contingent tentent de laver les rochers maculés. Les pêcheurs qui commencent à peine à se remettre de la précédente marée noire sont très inquiets. La coque des navires destinés à la pêche aux crustacés est équipée d'un vivier constamment alimenté en eau fraîche. Si la pompe aspire du mazout c'est l'ensemble de la cargaison qui risque d'être polluée. Il faudrait dans ce cas aussi démonter et nettoyer complètement l'installation.

Par ailleurs, la saison des araignées semble bien compromise. A la surexploitation de l'espèce, il faut ajouter les conséquences biologiques de la pollution de l'Amoco-Cadiz. Le naufrage du Tania n'est pas fait pour améliorer cette situation. Les lieux jaunes après avoir complètement disparu fin 1978 faisaient une réapparition timide. La pollution actuelle risque bien de tout remettre en cause, d'autant plus qu'il reste encore 11 500 tonnes de mazout dans la partie avant du Tania.

Rennes : le campus scientifique et l'université de Haute-Bretagne en grève

La faculté de sciences de l'université de Rennes est en grève depuis une semaine. Le mouvement s'est étendu à tout le campus scientifique touchant l'IUT (excepté le département Gestion des entreprises), l'École Nationale Supérieure de Chimie et l'Institut National des Sciences Appliquées. Lundi après-midi, au cours d'une assemblée générale, les étudiants en Lettres de l'université de Haute-Bretagne (Rennes 2) ont à leur tour voté la grève des cours. Les étudiants se battent pour l'abrogation du décret Imbert paru le 31 décembre dernier et limitant les possibilités d'inscription des étudiants étrangers dans les universités françaises. Le conseil d'université de Rennes 1 a demandé officiellement le retrait de ce décret. Une manifestation était prévue mardi après-midi devant la préfecture.

Communiqué

Judi 27 mars après la séance de 20 h 30 et la projection du film «Le noir printemps des jours» sur l'affaire du Larzac aura lieu un débat sur les régions en lutte au cinéma Espace-Gaieté.

Le même jour un débat sur le thème «Armée et justice» aura lieu après la séance de 20 h 30 au cinéma La Clef après la projection du film «Le noir printemps des jours».

Une petite pluie fine tombe sur la banlieue lyonnaise, ce matin du 13 octobre 1942. A Oullins, il fait encore sombre quand les cheminots gagnent un à un les ateliers de la SNCF, peu avant 8 h du matin. Mais aux portes de l'usine, l'agitation est vive, des petits groupes se forment, et les nouveaux arrivants viennent s'y joindre. Vite, ils apprennent la nouvelle : sur les vitres du bureau de la direction, une liste de trente noms est affichée, trente cheminots qui viennent d'être désignés pour partir en Allemagne, au titre de la loi du 4 septembre qui stipule que « tout homme de 18 à 50 ans, toute femme de 21 à 35 ans, peut être affecté à des travaux déterminés par le gouvernement de l'Etat français ».

Ce matin-là, le travail ne commence pas vraiment aux ateliers SNCF d'Oullins. On continue à discuter. A 10 h 20, la sirène mugit, c'est le signal de la grève, le signal que tout le monde attendait. Aussitôt les 3 000 ouvriers se regroupent devant les bureaux de la direction, alors que seuls cinq employés continuent à travailler. Le ton monte, aussitôt tandis que dans les bureaux directeurs on panique, et on téléphone, à la direction générale, à Vichy, à la police.

A 14 h, le mouvement s'est étendu, on parle de grève à Vaise, à Vénissieux, à Badan, à Givors, et à l'important dépôt de Lyon-Mouche. Jusqu'à 20 h, les 3 000 cheminots occupent leurs ateliers, avant de défiler en ville jusqu'à la mairie en chantant la Marseillaise.

Dans la nuit, la police de Vichy arrêtera vingt-quatre militants à leur domicile, mais quatorze d'entre eux seront libérés dès le lendemain, face à la mobilisation qui se poursuit. Quant aux trente cheminots réquisitionnés, ils ne partiront pas en Allemagne.



En décembre 1942, à Montluçon, des ouvriers requis ont été rallés à leur domicile au tout début de la matinée et transportés à la gare. A l'appel des mouvements de résistance, plusieurs milliers de montluçonnais font alors irruption, malgré les gardes mobiles. Finalement, c'est la Wehrmacht qui finit par dégager le train et lui permet de partir. Mais sur les 160 requis, 140 se sont enfuis. A noter que quelques-uns des 20 travailleurs qui ont refusé de s'enfuir revendiquent hautement, aujourd'hui, le titre de « déporté du travail »...

Le peuple français refusait le travail en Allemagne nazie

Par Nicolas DUVALLOIS

2-La résistance au STO : l'affaire de tout un peuple

Cette action n'est évidemment pas banale, mais elle indique quel était le degré de la résistance populaire, avant même que le STO ne soit mis en place.

Face à l'échec du volontariat, puis à celui de la « relève », (voir notre édition d'hier), le régime de Vichy a fait un pas nouveau, avec la loi du 4 septembre. Non seulement celle-ci autorise les réquisitions, mais en plus, elle organise un vaste recensement de tous les travailleurs, qui doivent s'inscrire auprès d'une Administration du Travail réorganisée pour la circonstance.

Tout mouvement de main-d'œuvre, toute embauche, tout licenciement, doivent lui être communiqué. Il importe cependant de signaler que le recours à la force n'est encore qu'indirect : les travailleurs qui partent pour l'Allemagne doivent signer un contrat, qu'on tente de leur extorquer par le chantage au licenciement, ou encore par la menace d'une arrestation.

Cette politique là fut un relatif succès pour les Allemands et leurs complices de Vichy, puisque près de 200 000 travailleurs prirent ainsi le chemin des usines allemandes, de septembre 1942 à février 1943. Ce relatif succès s'explique assez bien si l'on tient compte du fait que les travailleurs désignés par leurs patrons étaient en général ceux qui étaient considérés comme les moins déterminés face à l'occupant, et aussi si l'on considère l'ampleur de la politique de division ainsi mise en œuvre : étaient « requis » les seuls ouvriers qualifiés, en tenant compte la plupart du temps de leur situation familiale.

Bref, en tenant compte du volontariat de 1940 à juin 1942, de la « relève » de juin 1942 à septembre, et des réquisitions de septembre 1942 à janvier 1943, les usines allemandes avaient fait le plein des travailleurs français qui, pour des raisons diverses, avaient « manqué de détermination », selon le mot

de Jacques Duclos.

Il en fallait plus aux nazis. En janvier 1943, la « deuxième action Sauckel » exige 250 000 nouveaux travailleurs français en Allemagne. Pour les kollabos français, aucune tergiversation n'est plus possible : il faut le recours à la force, et sur une grande échelle : c'est le Service du Travail Obligatoire, promulgué par une loi du 16 février 1943. Puisqu'il n'y a pas assez de volontaires, tous les jeunes des classes 40, 41 et 42 seront envoyés en Allemagne, quel que soit leur métier, quel que soit leur situation de famille ou personnelle.

LE TOURNANT DE LA RÉSISTANCE

Il n'est pas trop de dire que cette mise en place du STO va marquer un des grands tournants de la Résistance française.

A partir de février 1943, c'est par dizaines de milliers, puis par centaines de milliers que les travailleurs français vont refuser le diktat fasciste pour d'abord se cacher à la campagne ou dans leur famille avant de rejoindre les maquis. Cette page de notre Histoire est suffisamment connue pour qu'il ne soit pas besoin de longuement l'expliquer. Citons-en cependant quelques exemples.

Voici ce qu'écrivait dès mars 1943 (No 10) *Le Populaire*, journal clandestin de la zone Sud : « Des milliers et des milliers de jeunes Français ont quitté famille et travail, se sont cachés pour échapper aux travaux forcés, pour refuser d'aider leurs bourreaux et leurs oppresseurs. Toute la France a suivi l'héroïque épisode des 5 000 réfractaires de Haute-Savoie. Leur geste n'a pas été stérile. Les uns ont regagné leur domicile avec la promesse d'être épargnés ; à la première alerte, ils rejoindront les autres qui, sur les hauts-plateaux, s'organisent et attendent l'heure du lancement d'un

LIBÉRATION
ORGANE DES MOUVEMENTS DE RÉSISTANCE UNIS
Un seul chef : DE GAULLE, une seule lutte : POUR NOS LIBERTÉS

de Résistance Unis
COMBAT
FRANC-TIREUR

La Jeunesse française répond : Merde
le Rassemblement du Peuple

SABOTEZ LA CONSCRIPTION des esclaves au service d'Hitler

La conscription a été abolie... (text continues with a call to action against the STO and the German war effort, mentioning the need to sabotage and resist.)

14 Juin 1943

Dès mars 1943, la presse clandestine appelle à la mobilisation contre le STO.

nouvel appel. Partout, il y a de ces déserteurs qui seront les premiers soldats de la première bataille. Il faut être, tous, sans réserve, à leurs côtés. Paysans ! Accueillez-les, ravitaillez-les, chez-les ! Fonctionnaires, volez, détruisez les pièces de recensement, multipliez les erreurs ! Policiers, sabotez les recherches ! Médecins, découvrez des « inaptes » ! Que chacun autour de lui fasse tout ce qu'il peut, et nous gagnerons la partie...»

L'appel fut entendu, et la partie gagnée : sur 1 320 000 travailleurs appelés au titre du STO, seuls 400 000 partirent travailler en Allemagne. Mais voici d'autres exemples. A MontPELLIER, en juin 1943, une manifestation populaire ne parvient pas à empêcher le départ d'un train de requis, bien que les wagons soient couverts d'inscriptions hostiles à Laval et aux nazis. Quelques jours plus tard, à Sommières, dans le Gard, plus besoin de manifestations : le train se vide, tous les jeunes requis se sont enfuis. Pour protéger ces jeunes Résistants, une immense chaîne de solidarité se forme : du 1er au 15 juillet 1943, la gendarmerie et la milice du Gard lancent une vaste rafle pour « récupérer » les réfractaires. 4 408 contrôles d'identité sont effectués : seuls 16 réfractaires recherchés sont arrêtés.

plupart des jeunes sont pourtant restés dans le département, mais ils sont soit dans le maquis, soit cachés chez les viticulteurs ou les paysans des Cévennes...

Au total, près de 900 000 travailleurs français devinrent « réfractaires » de mars 1943 à juin 1944. Tous, c'est vrai, ne rejoignirent pas la Résistance armée. Beaucoup cherchèrent une « planque » individuelle, dans les fermes principalement, tandis que d'autres parvinrent à s'embaucher dans les mines, seules entreprises à échapper à la réquisition.

A l'inverse, nombreux furent ceux qui rejoignirent progressivement les maquis, FTP ou gaulistes. Mais on ne peut pas comprendre l'importance du phénomène d'opposition au STO si on ne prend en compte que les réfractaires. C'est qu'autour d'eux, dans tout le pays, une immense chaîne de soutien et de complicité se forma. Ici, c'est un couple de paysans qui cache 13 réfractaires, malgré

plusieurs visites menaçantes de la Milice. Là, c'est un clerc de notaire qui fabrique à tour de bras de faux arbres généalogiques, pour expliquer la présence dans la région de nombreux « cousins » parisiens, en réalité réfractaires. Ailleurs, c'est une employée de mairie qui établit de faux certificats de résidence, et qui distribue des tickets de rationnements. De tels exemples, il en existe par milliers, qui attestent de l'ampleur de ce mouvement.

Contraints de soulever une lourde pierre, les nazis et leurs valets français se la laissaient tomber sur les pieds. Non seulement les usines allemandes, soumises aux bombardements alliés, manquaient de la main-d'œuvre escomptée, mais en plus — et surtout — la Résistance française devenait un phénomène de masse, l'affaire de tout un peuple.